

Périodiques non canadiens

● (2130)

Selon le gouvernement, pour mériter le titre de publication canadienne, le *Time* devrait, si j'en crois le ministre, être à capital canadien dans une proportion de 75 p. 100. Il est clair que cette exigence équivaut à la suppression de l'édition canadienne du *Time*. Elle entraînerait en effet une refonte totale du périodique, qui ne pourrait continuer dans la forme qui nous le rend acceptable. Il s'agit d'une censure gouvernementale; à mon sens, nous devrions prendre cette question très au sérieux. De nombreuses voix extrémistes se font déjà entendre au Canada; par cette mesure, le gouvernement leur ouvre libre champ.

Au lieu d'aider des périodiques dont le champ de vision est universel, il favorise un journalisme canadien aux vues idéologiques plus étroites, que nous connaissons déjà trop bien. Je ne m'oppose pas aux périodiques canadiens ou au journalisme canadien, mais j'aimerais des publications qui nous offrent quelque chose de valable, des périodiques qui soient autonomes au lieu de s'appuyer continuellement sur le gouvernement.

On oublie fréquemment que le *Time* et le *Reader's Digest* ne bénéficient d'aucun avantage particulier. Ils ont lutté sur le marché canadien comme tout autre périodique. A cause de la façon dont le gouvernement a présenté ce problème, de nombreux Canadiens croient qu'il est fiscalement plus avantageux de faire de la publicité dans le *Time* et le *Reader's Digest* que dans les périodiques canadiens. C'est tout simplement faux.

La mesure législative impose en fait au *Time* et au *Reader's Digest* un terrible handicap compétitif dans l'espoir, exprimé par le gouvernement, que l'on se décidera à confier la publicité à des périodiques à capital entièrement canadien, de préférence à ces publications. C'est évidemment une hypothèse contestable, mais c'est exactement ce que le gouvernement attend. Le ministre l'a déclaré dans son discours. Il a dit:

Nous voulons, deuxièmement, le transfert aux magazines canadiens destinés au grand public d'une bonne part des recettes publicitaires qui reviennent actuellement à *Time* et au *Reader's Digest*.

Comment réglementer la culture? Peut-être le ministre voudra-t-il nous le dire. Le premier ministre (M. Trudeau) a déjà déclaré que le gouvernement n'avait rien à voir dans la chambre à coucher du citoyen. Il devrait dire au ministre qu'il n'a rien à voir dans les maisons d'édition.

M. Faulkner: Et leurs chambres à coucher?

M. Crouse: Je lui laisserai le soin de se prononcer là-dessus. Cette manipulation de la presse est de la plus sérieuse gravité. La liberté de mouvement de la presse est un de nos droits les plus précieux, qu'il faut garder et défendre jalousement. Le bill à l'étude enlève littéralement aux Canadiens la liberté de choix. Il me fait penser beaucoup plus à un régime totalitaire qu'à une véritable démocratie.

M. Faulkner: Cela n'est pas mon genre.

[M. Crouse.]

M. Crouse: Le ministre n'a pas encore entendu ce que j'ai à dire. Je ne fais qu'aborder le sujet de mon discours. Le seul fait que le gouvernement canadien ait songé à présenter une mesure de ce genre est déjà révoltant, et j'en suis fort inquiet.

Je ne saurais me satisfaire des raisons données par le secrétaire d'État et je suis contraint d'en chercher de plus profondes. En réalité, une mesure de ce genre pose la question de la politique étrangère du gouvernement. Il me semble que nous avons mis le cap sur l'antiaméricanisme, que cela plaise ou non à entendre aux libéraux. Ce bill n'en est qu'une expression mineure.

Je ne dis pas cela à la légère. Permettez-moi de rappeler l'opinion exprimée par notre premier ministre dans la conférence de presse qu'il donnait à Moscou le 20 mai 1971:

Mais de notre point de vue, il est clair que nous avons beaucoup à apprendre de l'Union soviétique. Elle compte parmi les deux superpuissances d'aujourd'hui; elle est l'un des pôles d'influence, non seulement militaire, mais encore économique, technique et culturel. En outre, c'est le voisin du Canada par les mers arctiques.

Je suppose donc que nous avons donc beaucoup à apprendre de l'Union soviétique. Mais la sévérité de la réglementation et de l'enrégimentation prévues par le communisme marxiste ne sont pas des choses que je tiens à voir importer au Canada.

A moins que je sois mal renseigné, sous le régime communiste, il est impossible de voyager librement, de critiquer ou de condamner publiquement le gouvernement et la liberté de parole telle que nous la connaissons au Canada n'existe pas. Malgré toutes les faiblesses de notre régime, les libertés que j'ai mentionnées sont celles de la démocratie et nous devons être toujours sur nos gardes si nous ne voulons pas perdre ces libertés auxquelles nous tenons tant.

Plus tard au cours de la même interview, le premier ministre avait déclaré à propos des relations canado-américaines:

Le Canada se rend de plus en plus compte qu'il importe de varier ses voies de communication à cause de la présence écrasante des États-Unis et cela se manifeste par le fait que les Canadiens sont plus conscients du danger que cela représente pour notre identité nationale sur le plan culturel, économique et peut-être même militaire.

L'idée que les États-Unis dominent le Canada sur le plan militaire est tout à fait ridicule et, en tant que Canadien, j'estime qu'elle n'aurait jamais dû être mentionnée à Moscou. Cependant, quand j'examine le bill, je ne puis m'empêcher de me demander si ce n'est pas le premier ministre lui-même qui l'a conçu. Étant donné sa conviction que le Canada se rend de plus en plus compte qu'il importe de varier ses voies de communication, le premier ministre est-il inquiet à propos de l'objectivité des articles du *Time* et du *Reader's Digest*? S'inquiète-t-il de la portée culturelle de ces revues sur les Canadiens? Son gouvernement et lui-même s'inquiètent-ils de l'objectivité? Les lumières commencent-elles à s'éteindre au Canada? Voilà les questions que les Canadiens posent dans leurs lettres et voilà les questions auxquelles le gouvernement doit répondre.

M. Faulkner: Quelle bêtise!